

Retraites : une priorité nationale !

Actuellement un des droits humains fondamentaux, piliers constitutif de notre communauté nationale est en question celui du respect de nos anciens.

Effectivement, le gouvernement veut imposer, dans l'urgence, ses décisions sans prendre le temps d'une véritable concertation permettant de trouver les voies d'une réforme juste et viable du système de retraite par répartition.

Réformer les retraites c'est à la fois préserver ce qui les fonde : la solidarité entre les générations, l'équité pour un accès à la retraite en fonction de la pénibilité des cursus professionnels et, enfin, le respect de la justice sociale qui ne peut se concevoir uniquement de façon comptable.

Les salariés et les retraités ne peuvent être les seuls sur lesquels reposent tous les efforts. Ceci suppose d'introduire sans tarder de nouvelles ressources dans le système. Ce qui signifie ne pas peser sans fin sur les salariés ni sur une diminution des pensions.

Jamais la droite, le patronat, n'ont pris la peine de soumettre les très hauts revenus, les produits du capital financier ou de la rente à l'impératif de solidarité.

La France n'a jamais été aussi riche mais les français plus pauvres car la part des revenus alloués aux salariés est, aujourd'hui, inférieure à ce qu'elle était en 1960 !

Ainsi la Commission européenne précise que la part des salaires a chuté, en France, de 9,3 % dans le produit intérieur brut (PIB). Ce dernier s'élève à près de 1 800 milliards d'euros.

« *Donc, il y a 120 à 170 milliards d'euros qui ont ripé du travail vers le capital* ». Soit, plus de 10 fois le déficit de la Sécurité sociale (12 milliards) et une trente fois celui des retraites (5 milliards) !

NOUS DEVONS NOUS BATTRONS, pour une réforme équitable de la fiscalité (locale comme nationale), pour des réponses personnalisées, humaines et de proximité aux besoins.

Mieux vieillir exige que l'action municipale prenne en compte un habitat mêlant les générations, des soins à domicile, des accueils de jour, des hébergements médicalisés plus ouverts.

Ces enjeux sont au cœur du débat pour notre avenir. Les élus socialistes seront fermes sur ces valeurs permettant trouver les vraies solutions qui garantissent démocratie citoyenne et équité du système par répartition.

Groupe Socialiste

Alain Bogliolo et Paule Confortini